

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS  
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**58, boulevard Charles Livon**  
**13007 MARSEILLE**

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné **« la Métropole »**

**ET**

L'Association **AMELI PROVENCE**

sise **33 avenue du Royaume-Uni**  
**13140 MIRAMAS**

représentée par Son Président, Monsieur Patrick GRILMADI, régulièrement habilité à signer la présente convention

ci-après désignée **« l'association »**

**Il est convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE**

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine de l'insertion.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir mettre en œuvre un chantier d'insertion « environnement » à Istres dont l'objectif est d'accompagner vers l'emploi les publics durablement exclus du marché du travail. L'association permet à ce public d'être remobilisé, resocialisé et qualifié dans le cadre d'une insertion socio-professionnelle, tout en leur permettant de développer un sentiment de citoyenneté.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif pour l'année 2024.

## **ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

## **ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION**

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau....).

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

## **ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE**

### **4.1 Budget prévisionnel de l'association :**

L'annexe I à la présente convention précise :

-Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 4 382 342 €.

### **4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :**

La participation de la Métropole est d'un montant de 129 702 €, et représente 2,96 % du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

### **4.3 Modalités de versement de la subvention :**

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur demande du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

## **ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION**

### **5.1 Contrôle :**

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

### **5.2 Suivi :**

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

### **5.3 Évaluation :**

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

### **5.4 Renouvellement :**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

### **6.1 Obligations comptables :**

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code de commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :

- l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;
- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;
- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

## **6.2 Justificatifs à fournir par l'association :**

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes (la version détaillée) ;**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

## **6.3 Autres engagements :**

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

## **ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION**

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

#### **ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

#### **ARTICLE 9 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

#### **ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE**

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

## **ARTICLE 12 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour l'Association**

**Pour la Métropole**

**Le Président  
Patrick GRIMALDI**

**La Présidente  
Martine VASSAL**

# ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

## Budget prévisionnel général Année 2024

DEPENSES		RECETTES	
<b>60 - ACHATS</b>	<b>782 650,00 €</b>	<b>70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES</b>	<b>828 690,00 €</b>
Achats stockés (matériaux premières, autres appro) : Equipements de protection individuelle, emballages et hygiène	62 600,00 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services: Ventes de CLAP <sup>2</sup> Prestations diverses	828 690,00 €
Achats de matériel, Equipements et travaux : Matériel technique et informatique, matériel logiciel et outillage technique	322 000,00 €	<b>71 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION</b>	
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives) : Carburant, eau/électricité et fournitures administratives	107 050,00 €	Dotations et produits de tarification	
Achats de marchandises : Fruits et légumes, plants	300 000,00 €	<b>74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>2 947 721,00 €</b>
Autres achats		Etat (Préciser le ministère sollicité): DOETS - aide au poste	2 066 052,00 €
<b>61 - SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>348 605,00 €</b>	Etat (Préciser le ministère sollicité): Coûts des déchets	300 000,00 €
Sous-traitance générale		Etat (Préciser le ministère sollicité)	
Redevances de crédit-bail		Etat (Préciser le ministère sollicité)	
Locations mobilières et immobilières : Locaux au siège à Mimosas, locaux de Port Saint Louis du Rhône, locaux de la conserverie Algarienne Locations de matériel informatique, de logiciels, de véhicules	93 500,00 €	Région(s): Soutien aux ACI	80 000,00 €
Charges locatives et de copropriété		Département(s): Aide au travail	111 355,00 €
Entretien et réparation : Matériels, véhicules, informatiques, outillage et locaux	25 800,00 €	Communes: Mimosas, Arles et Port saint Louis du Rhône	360 000,00 €
Primes d'assurance : Flotte automobile, locaux, AC	28 420,00 €	Organismes sociaux	
Divers (études/ recherches, documentation, colloques...): Documentation	850,00 €	Fonds européens: FEOGAR	25 069,00 €
<b>62 - AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS</b>	<b>137 590,00 €</b>	L'agence de services et de paiement	
Personnel extérieur		Autres établissements publics: Contrat de ville Service agriculture et forêt des collectivités territoriales	247 000,00 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires : Expert-comptable et GAC	10 000,00 €	Aides privées: Fondations diverses - ADEME	338 245,00 €
Publicité, information et publications		EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	
Transports de biens et transports collectifs du personnel		<b>SUBVENTION D'EXPLOITATION : MÉTROPOLE AIX MARSEILLE</b>	<b>309 000,00 €</b>
Déplacement, réunions et réceptions	6 000,00 €	Métropole Aix Marseille Provence	309 000,00 €
Frais postaux et de télécommunications	12 900,00 €	<b>75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)</b>	
Autres (travaux effectués à l'intérieur, etc...)	108 690,00 €	Autres produits de gestion courante	
<b>63 - IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>139 557,00 €</b>	Dont cotisations	
Impôts et taxes sur rémunération	51 346,00 €	<b>76 - PRODUITS FINANCIERS</b>	
Autres impôts et taxes : OPCD	59 211,00 €	Produits financiers	
<b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>3 035 947,00 €</b>	<b>77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	
Rémunération du personnel	2 509 385,00 €	Produits exceptionnels	
Charges sociales	421 796,00 €	<b>78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>95 111,00 €</b>
Autres charges de personnel: Médecine du travail	66 766,00 €	Reprises sur amortissements et provisions : Quote-part subventions d'investissement	95 111,00 €
<b>65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>		<b>79 - TRANSFERT DE CHARGES</b>	<b>301 820,00 €</b>
Autres charges de gestion courante		Transfert de charges: Remboursements/formation	301 820,00 €
<b>66 - CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>9 380,00 €</b>	<b>SOUS TOTAL RECETTES</b>	<b>4 382 342,00 €</b>
Charges financières: Intérêts des titres souscrits	9 380,00 €	<b>87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	
<b>67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		Bénévoles	
Charges exceptionnelles		Prestation en nature	
<b>68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES</b>	<b>147 701,00 €</b>	Dons en nature	
Dotations aux amortissements, provisions et engagements	147 701,00 €	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>4 382 342,00 €</b>
<b>69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES</b>			
Impôts sur les bénéfices			
<b>SOUS TOTAL DEPENSES</b>	<b>4 382 342,00 €</b>		
<b>88 - EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>4 382 342,00 €</b>		

Ce document est extrait de la demande du dossier de subvention complété et certifié par le représentant légal